

RESUME DE L'ENQUETE

LES ENSEIGNEMENTS DE L'OBSERVATOIRE DE L'ENDETTEMENT DES MENAGES (NOVEMBRE 2000)

L'analyse de la photographie que propose l'OEM permet d'estimer qu'en novembre 2000, 51.8 % des ménages étaient endettés : 17.3 % ne détenaient que des crédits immobiliers, 11.3 % des crédits immobiliers et des crédits de trésorerie et 23.2 % que des crédits de trésorerie.

Le paysage qui se dessine donc aujourd'hui est sensiblement différent de celui qui prévalait, il y a encore quelques années encore : les ménages sont en effet, maintenant, beaucoup plus fréquemment endettés au titre de la trésorerie qu'à celui de l'immobilier. Mais cela ne s'est pas toujours traduit par un allègement de leurs charges de remboursement, en dépit des mouvements de taux qui sont venus accompagner cette évolution.

Les tendances récentes de l'endettement des ménages

Depuis le milieu des années 90, la proportion des ménages qui font appel aux crédits de trésorerie s'est sensiblement relevée, alors que le taux de détention des crédits immobiliers a poursuivi sa lente érosion.

- Durant la première moitié des années 90, les ménages avaient sensiblement réduit leur recours à l'endettement. La situation s'est inversée dès 1996 et en novembre 2000, ils étaient 51.8 % à être endettés (tableau 1). Parmi les ménages endettés:

- 66.6 % détenaient au moins un crédit de trésorerie. Et plus précisément, 44.8 % ne détenaient que des crédits de trésorerie, 21.8 % détenant des crédits de trésorerie et des crédits immobiliers ;
- 55.2 % détenaient au moins un crédit immobilier, 33,4 % ne détenant que des crédits immobiliers.

Mais les évolutions n'ont pas été uniformes entre les différentes composantes de l'endettement global, puisque le relèvement du taux global de détention des crédits vient en réalité d'une diffusion plus large des seuls crédits de trésorerie :

- depuis la fin des années 80, la proportion des ménages en cours d'accession à la propriété ne cesse de se réduire. En effet, même si elle semble maintenant pouvoir se stabiliser, elle s'est établie à 22.6 % en novembre 2000, contre 24,2 % en 1995. Ainsi, la détention des crédits immobiliers en s'affichant à 28.6 % en novembre 2000 poursuit la décrue commencée il y a dix ans ;

- la diffusion des crédits de trésorerie s'est en revanche affichée à haut niveau. En novembre 2000, 34,5 % des ménages étaient endettés à ce titre : donc ils étaient proportionnellement plus nombreux dans ce cas qu'à la fin des années 80.

Et on peut noter que cette mobilisation accrue des crédits de trésorerie s'accompagne maintenant d'un usage beaucoup plus large du découvert bancaire : en novembre 2000, 23,8 % des ménages y avaient recours, soit un des pourcentages les plus élevés constaté par l'OEM.

- Malgré le mouvement général de désendettement qui s'est observé jusqu'en 1995 et que confirme l'analyse des évolutions du poids relatif de l'encours des crédits détenus (tableau 2)¹, ce n'est que récemment que les ménages ont estimé que le poids de leurs charges de remboursement commençait à s'alléger.

Pourtant, le mouvement de désendettement s'est accompagné d'une déformation de la structure de la population des ménages endettés qui aurait dû renforcer le sentiment d'un allègement des charges. En effet, ils paraissent aujourd'hui plus aisés, donc a priori mieux endettés qu'à la fin des années 80 :

- la proportion des couples mariés s'est contractée au bénéfice des couples non mariés, des célibataires et des divorcés, plus souvent consommateurs de crédit de trésorerie ;
- celle des ménages sans enfant a crû et l'âge moyen des ménages endettés s'est sensiblement élevé ;
- le recul des PCS les moins qualifiés (ouvrier, employé) s'est observé au bénéfice des PCS a priori plus à l'aise avec le crédit (profession libérale, cadre supérieur, retraité).

Néanmoins, l'appréciation sur le poids des charges de remboursement ne s'est améliorée que récemment (tableau 3). En novembre 1998, le sentiment des ménages était comparable à celui qui s'observait à la fin des années 80. En novembre 2000, il s'est encore amélioré : mais en laissant ressortir une proportion de situations probablement difficiles à supporter (des charges « beaucoup trop élevées ») comparable à ce qui s'observait au début des années 90.

L'évolution de la situation financière des ménages endettés est en partie à l'origine de cela : ce n'est qu'à partir de 1997 que les ménages estiment que leur situation financière ne se détériore plus, et même qu'elle s'améliore². Depuis cette date, ils ont bénéficié outre de la décruée rapide des taux d'intérêt et donc, pour une partie d'entre eux, d'un abaissement sensible de leurs mensualités de remboursement, de l'amélioration de la situation du marché du travail et de leur pouvoir d'achat.

¹ En 1995, l'encours représentait 39,6 % du revenu des ménages contre 44,2 % en 1989 et il est resté à un niveau faible jusqu'en 1998.

² En novembre 2000, 72,8 % des ménages estimaient que leur situation financière s'est améliorée ou stabilisée, contre 57 % en novembre 1996.

OBSERVATOIRE DE L'ENDETTEMENT DES MENAGES

**Rapport n° 13
La situation en novembre 2000**

Présentation : Professeur Mouillart

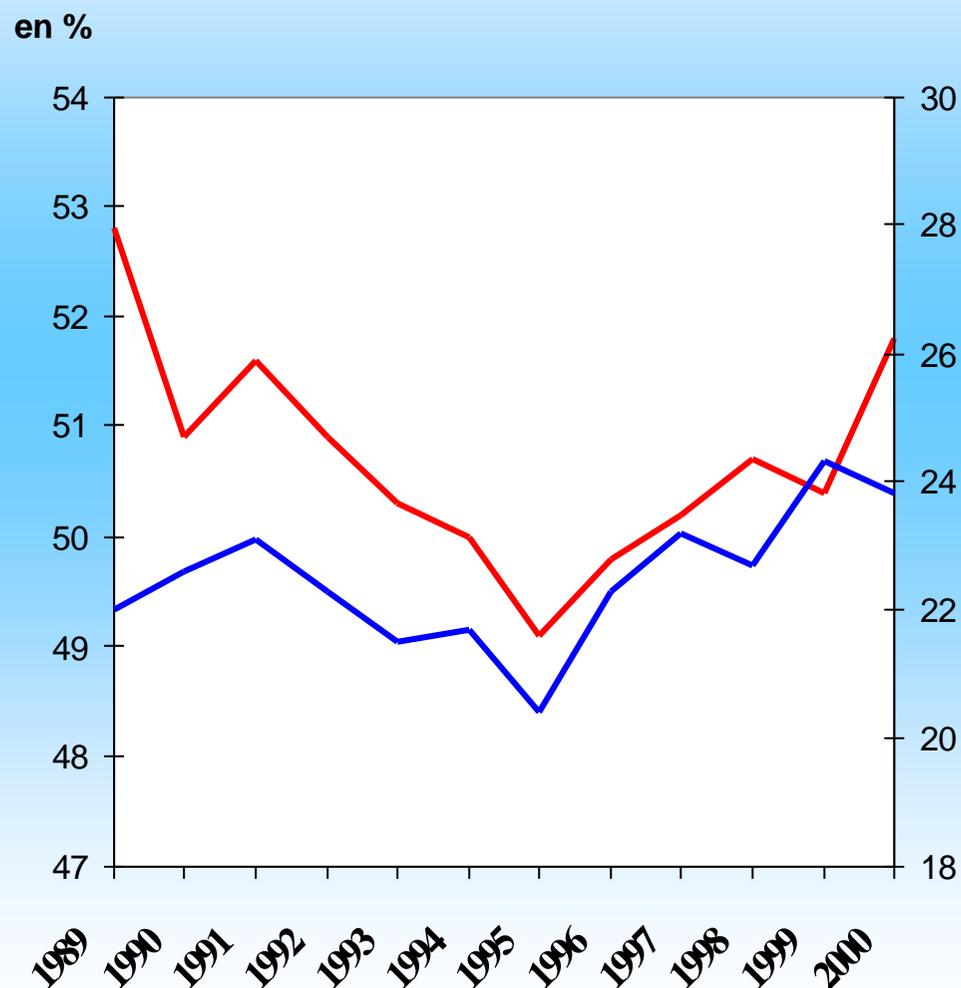
Mardi 10 juillet 2001

PRESENTATION DE L'EXPOSE

- **Partie 1 : la photographie des ménages endettés**
- **Partie 2 : des situations particulières**

Partie 1 :
La photographie des ménages endettés

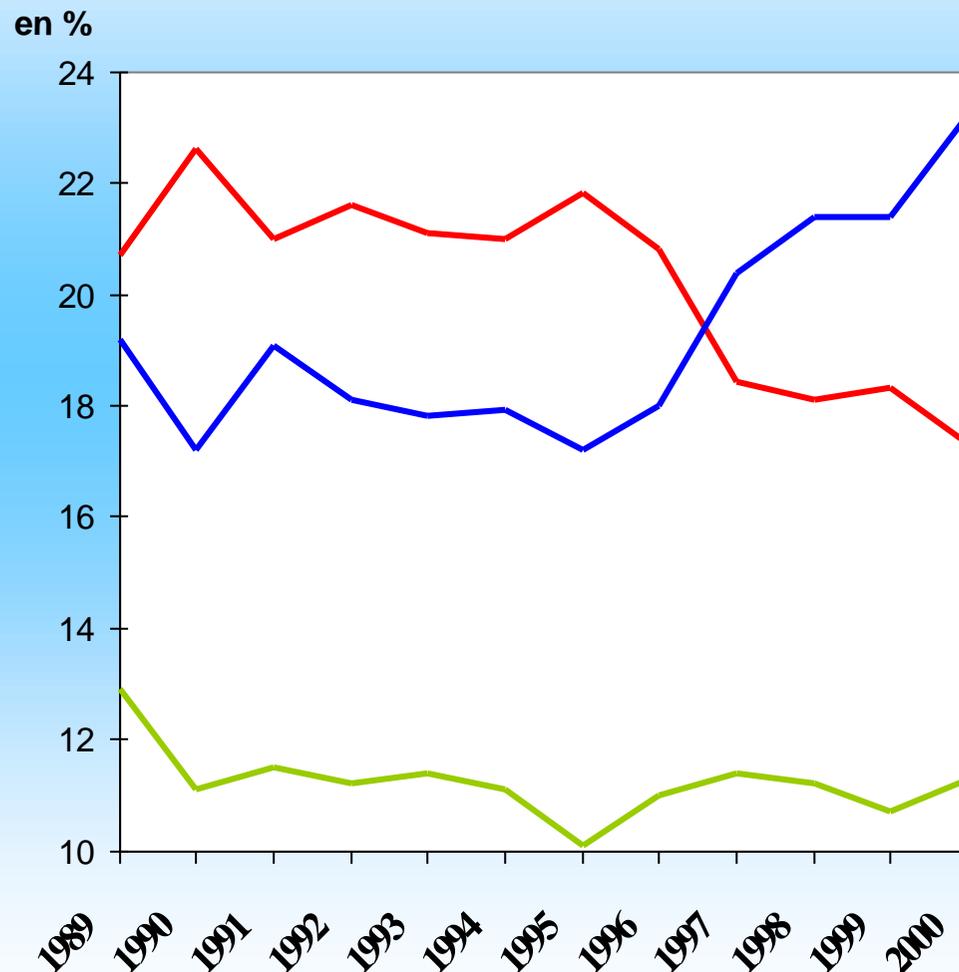
La diffusion de l'endettement en hausse par rapport à 1999



- **51,8 % endettés**
(ech. g)

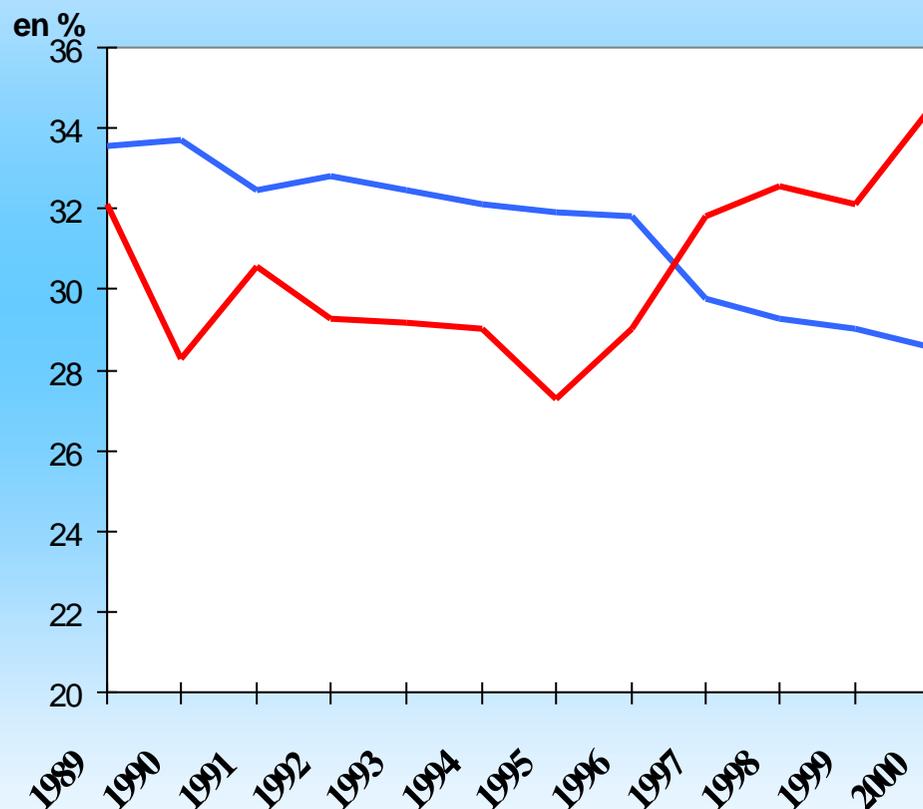
- **23,8 % utilisent
le découvert
bancaire** (ech.d)

La diffusion de l'endettement en hausse par rapport à 1999



- 17,3 % crédits immobiliers seuls
- 11,3 % crédits immobiliers et autres crédits
- 23,2 % autres crédits

Hausse des crédits de trésorerie



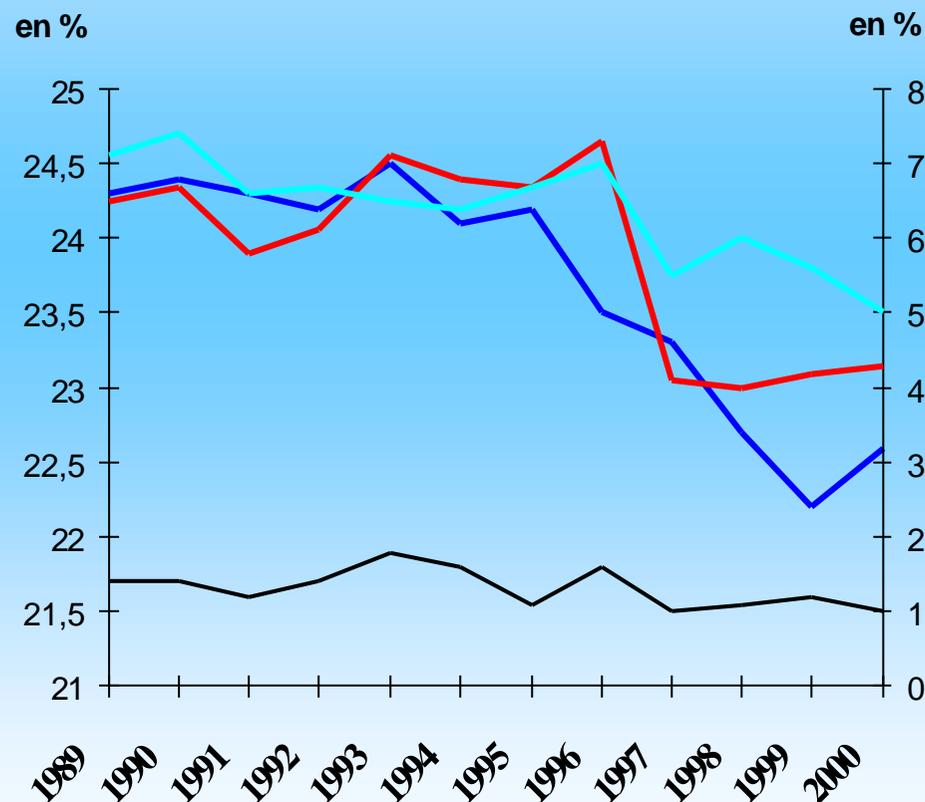
- Avec au moins un
crédit immobilier

28,6 %

- Avec au moins un
autre crédit

34,5 %

Légère reprise de l'endettement pour la résidence principale



- * **22,6 % résidence principale** (ech. g)
- * **4,3 % autre logement** (ech. d)
- * **1,0 % autre immobilier** (ech.d)
- * **5,0 % travaux** (ech. d)

Poids des charges de remboursement « beaucoup trop élevé » en baisse

- **supportable ou très supportable**

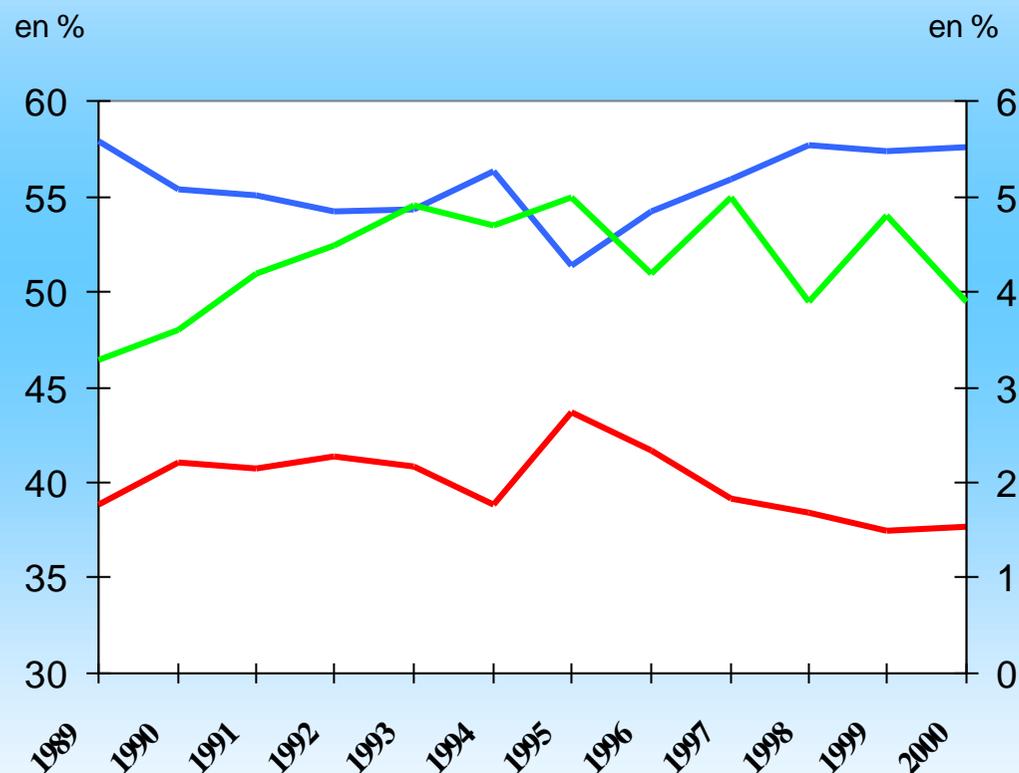
57,6 % ech. g

- **élevé ou trop élevé**

37,7 % ech. g

- **bcp trop élevé**

3,9 % ech. d



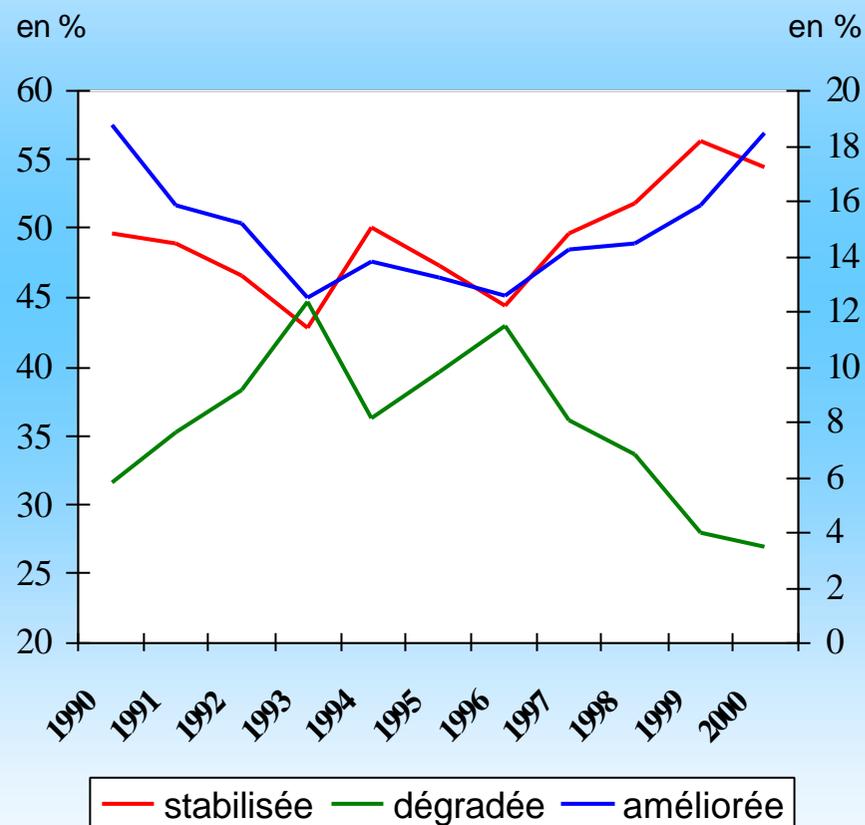
La situation financière passée : nette amélioration

- améliorée (ech. d)

18,5 %

- dégradée (ech. g)

27,0 %



Partie 2 :

Les situations particulières

- **Les ménages fragiles**
- **Les renégociations**
- **Les ménages de 55 ans et plus**
- **Les ménages de moins de 30 ans**

LES MENAGES FRAGILES

Ménages fragiles en baisse

	1997	1998	1999	2000
Ensemble des ménages :	4,3	3,9	4,0	3,7
Ménages non endettés :	1,1	1,1	1,1	1,2
Ménages endettés :	7,5	6,6	6,9	6,2

LES RENEGOCIATIONS

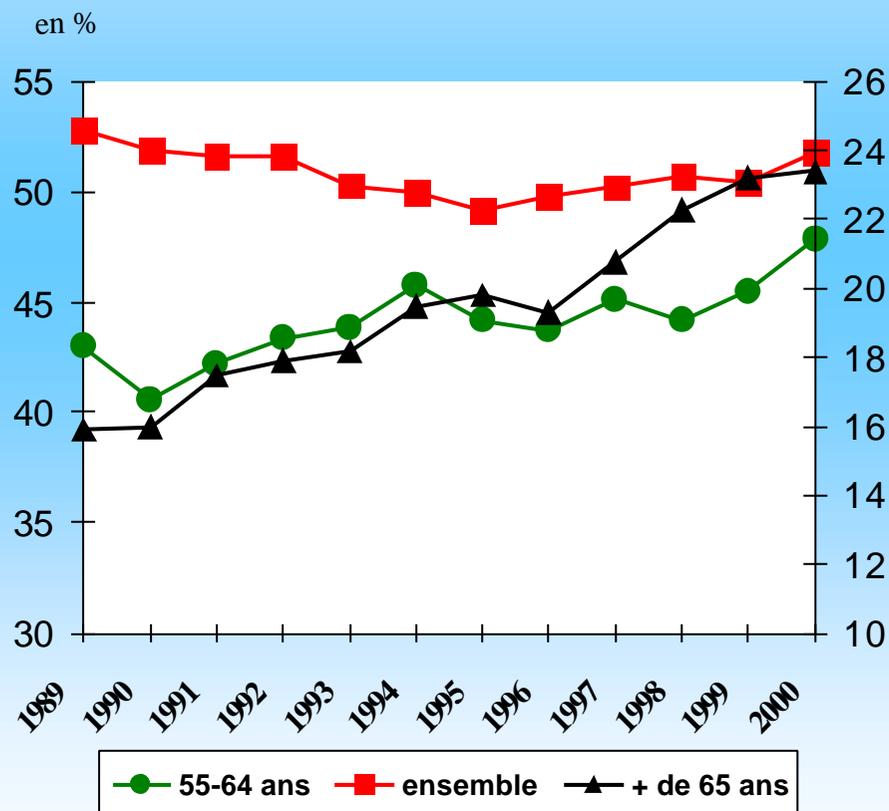
**38,1 % ont déclaré en 2000
avoir renégocié
contre
42 % en 1999**

Les renégociations par génération

Part de la génération ayant renégocié en %	1998	1999	2000
Avant 1978	16,1	4,8	6,7
1978-1982	52,2	64,8	60,7
1983-1985	67,7	71,3	75,0
1986-1988	47,9	52,8	55,8
1989-1990	49,5	57,8	53,9
1991-1993	44,3	49,4	50,7
1994-1996	21,4	30,4	30,0
Depuis 1997	21,9	25,0	17,9

LES MENAGES DE 55 ANS ET PLUS

Ils continuent de s'endetter



* **de 55 à 64 ans** (ech. g)

47,9 %

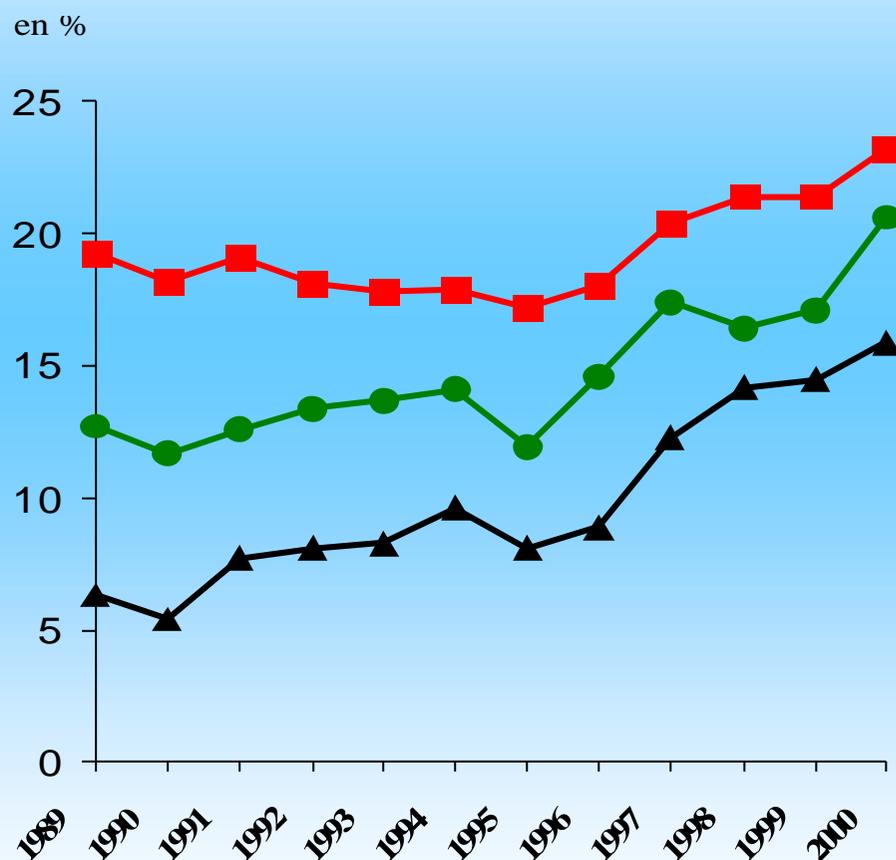
* **65 ans et +** (ech. d)

23,4 %

* **Ensemble des ménages** (ech. g)

51,8 %

Autres crédits seulement : forte progression chez les 55 à 64 ans



* de 55 à 64 ans

20,6 %

* 65 ans et +

15,9 %

* Ensemble des ménages

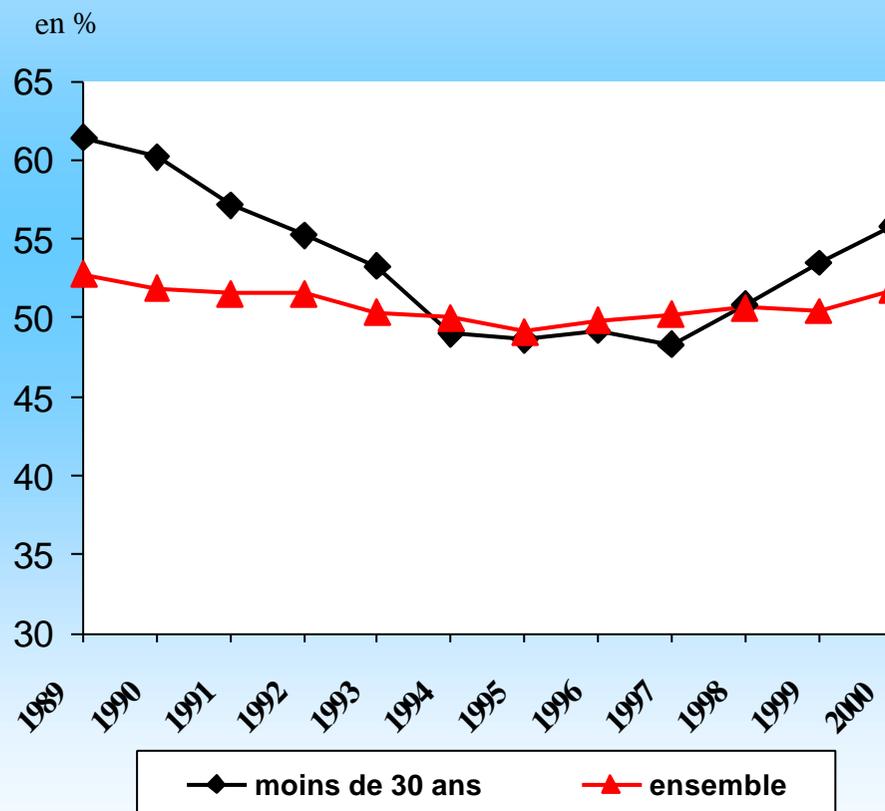
23,2 %

Utilisation des crédits de trésorerie

En %	55 ans et plus	ensemble des ménages
Equipement de la maison	38,0	39,1
Automobile ou moto	39,0	50,1
Loisirs	5,2	5,5
Consommation courante	25,2	25,5

LES MENAGES DE MOINS DE 30 ANS

Forte reprise depuis 1997



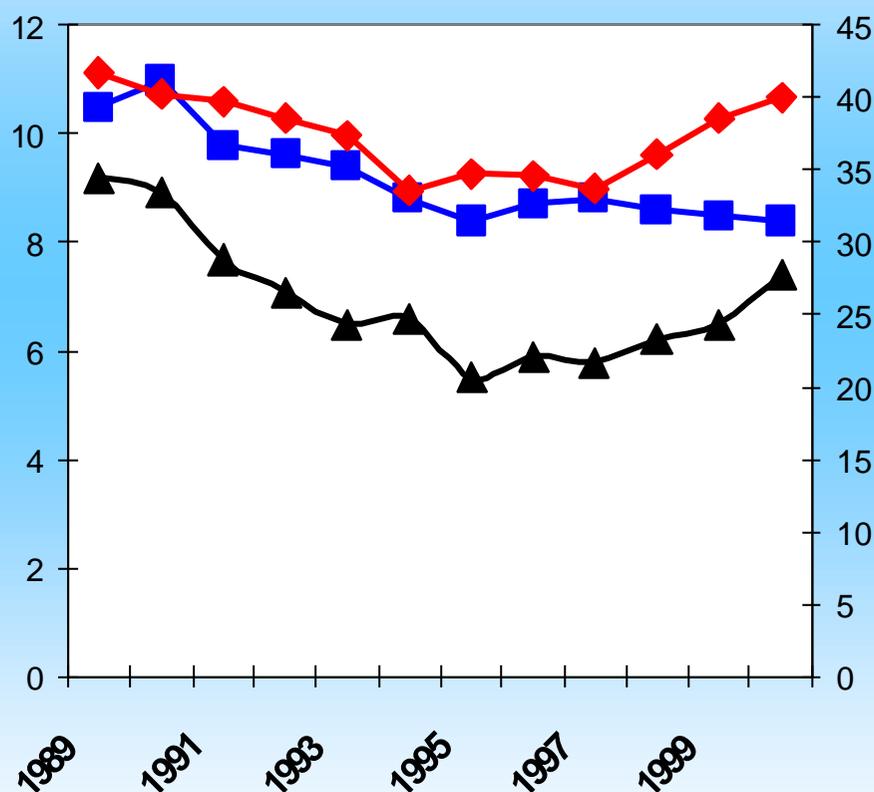
- Moins de 30 ans

55,8 %

- Ensemble des ménages (ech. g)

51,8 %

Décomposition par type de crédit



- Avec un crédit immobilier seulement
ech g
8,4 %
- Avec un « autre crédit » seulement ech d
40,0 %
- Combinaison des deux
ech g
7,4 %